

Car s'il n'y a pas cette confiance au quotidien, cette volonté de prendre des risques, avec nous derrière, alors notre économie ne repartira pas.

Enfin, j'ai besoin de vous pour avoir des idées, pratiques, concrètes, et je vous demande de me les faire remonter, ou par le truchement de votre président, mais même directement, en m'écrivant ; en écrivant à mon cabinet. Je suis sérieux quand je dis ça. Parce que vous savez, quand on est Ministre – je découvre ça depuis quelques semaines – les choses sont très bien faites. Votre temps est organisé par d'autres, ou par les pratiques. Et donc vous voyez vos services, ce qui est normal, parce que c'est votre responsabilité, et sans eux, je ne serais rien ; et puis vous avez les abonnés au Ministre. Ce sont toujours les mêmes. D'ailleurs, ils vous disent des choses que généralement vous connaissez, parce qu'ils vous les ont dites dans les fonctions précédentes, vous avez une pression colossale si vous ne les recevez pas, parce que ça ont d'ailleurs dit la même chose à vos prédécesseurs et continueront à vous dire la même chose, ils vous disent qu'ils sont sur le terrain, ils vous disent qu'ils connaissent mieux la France que vous – pour ce qui me concerne, c'est sans doute vrai puisque toutes les procès me sont faits à cet égard – mais quand j'essaie de me représenter leur vie, ils ont à peu près la même que la mienne. C'est-à-dire qu'ils tournent dans les mêmes cercles depuis des années, ils n'ont généralement plus croisé la vraie vie que par l'intermédiaire d'autres, qui leur ont raconté... et ils viennent me donner le précipité d'intérêt particulier, qu'il faut voir et regarder, mais qui ne changeront pas le pays ! Parce que sinon, il aurait déjà changé !

Donc moi, ce dont j'ai besoin, ce ne sont ni de lettres d'insultes, ni de lettres d'amour, ni de considérations générales, mais de propositions très précises et concrètes. Parce que l'économie, ça se redresse de manière très précise et concrète. On ne peut pas – j'ai essayé de le faire parce qu'il faut donner un sens au discours macroéconomique qu'on porte il y a des grandes décisions qu'il faut faire et avoir – mais si on dit aux Français des choses, et qu'ensuite,

au concret, au quotidien, sur des tas de petites choses qui empoisonnent leur vie, c'est l'inverse qu'ils vivent, la crédibilité s'effrite. (...)

Donc je vous demande très sérieusement d'être pour moi des vigies, c'est-à-dire de m'alerter sur les rigidités insupportables pour vos clients comme pour vous-mêmes. Sur ce qui bloque l'activité économique. (...)

De manière concrète, j'ai besoin de vous pour m'alerter, me dire, me faire remonter des propositions de simplification, elles sont importantes et je compte vraiment là-dessus, sur vous.

Et je sais que vous les connaissez. Vous en avez cité une, cher Joseph : la déclaration fiscale unique. Il y a un travail d'arrache-pied qui est mené avec la DGFIP – et je l'en remercie encore – pour rassembler les obligations des entreprises en matière d'IS, de CVAE et de TVA ; j'y tiens beaucoup. J'y tiens énormément. Je pense que ça fait partie des éléments de crédibilité qu'on peut avoir vis-à-vis des entreprises. Et donc je vais tout faire pour que, dans la loi pour l'activité que j'aurai à présenter dans les prochains mois, nous puissions mettre cette réforme dans le texte avec une date crédible d'application.

- Je pense aussi aux situations d'urgence que vous connaissez, et là, n'hésitez jamais, mon cabinet travaille beaucoup avec vous et beaucoup de vos confrères, à nous alerter, à nous solliciter lorsque, face à certaines entreprises, en redressement, vous voyez une situation critique arriver. Parce que, étant aux avant-postes, vous les connaissez. Donc alertez au plus tôt, au plus vite ! N'attendez pas la situation de crise qui nous conduit ensuite à devoir, si je puis dire, traiter l'urgence. Et la Médiation du crédit, qui est ici présente, fait ce travail avec vous, il est important pour pouvoir précisément prévenir plutôt que guérir.

- Enfin continuez à avoir des idées comme celle que nous venons célébrer et parrainer aujourd'hui entre *Les Echos*, vous, *Kisskissbankbank* et la plateforme de financement participatif sous forme de prêts rémunérés (*crowdfunding*). (...)

Voilà Mesdames, Messieurs, ce que je voulais vous dire, sans doute trop longuement aujourd'hui, mais c'était important pour moi de pouvoir expliquer et m'engager.

« Oser, agir et conquérir », c'est votre triptyque donc et il résume l'attitude qui sera la nôtre. Vous pouvez compter sur moi pour tenir cette ligne, mais moi je compte sur vous pour être ces artisans de la pédagogie, de la transparence, de la confiance que j'évoquais, et enfin et ce sera mon dernier mot, pour être aussi à mes côtés, les artisans d'une fierté retrouvée. Parce qu'on ne fera rien de grand pour cette économie si on ne fait rien de concret, je l'ai dit, mais on ne fera rien de grand si les Français et les Françaises ne croient pas en eux-mêmes.

Je suis troublé, depuis ces dernières semaines, de voir la capacité qu'a notre pays à se diviser, sur de mauvaises polémiques, à rechercher ceux qui dégradent, ceux qui voudraient nous dire que tout va mal pour de mauvaises raisons, alors qu'il y a une réalité, il faut la regarder ! Mais il ne faut pas la dégrader encore ! Je suis troublé de voir à quel point beaucoup trop de nos décideurs économiques et politiques, veulent abaisser la France. La France, elle ne fera rien de grand à l'étranger, elle ne fera rien de grand pour elle-même si elle ne croit pas en elle-même. Et donc j'ai besoin de vous, là, pour insuffler cet esprit de fierté dont nous avons besoin, cette confiance en soi, cette part de dignité. Et cette fierté, elle ne s'appuiera que sur une chose : c'est notre capacité à nous unir. Parce que le pays est à un moment important de son histoire, je commençais par là. Ça n'est pas un hasard si aujourd'hui, nous nous retrouvons à Lyon, c'est une ville de concorde, elle a ça dans ses gènes. Et notre pays ne pourra réussir que si nous parvenons à assembler la bonne volonté de tous, à sortir des postures, des clivages, à **partager avec force l'esprit de responsabilité** sans lequel rien n'avance. Et si j'ai donc besoin de vous – et ce sera mon dernier mot – c'est pour être mes côtés, si je puis utiliser cette formule aujourd'hui malheureusement un peu désuète, des femmes et des hommes de bonne volonté. 2014-548

American International Group (AIG)

Paris, 25 septembre 2014

Au 9^{ème} forum annuel du groupe d'assurance américain AIG, Agnès Bricard, Présidente de la Fédération Femmes Administrateurs, a présenté une étude s'intéressant à la place de la France au niveau mondial en matière de féminisation de ses Conseils d'administration.

Lors des échanges entre les différents intervenants qui ont débattu sur le thème de « **La place de la science et des scientifiques dans la stratégie et le management des entreprises** » le 25 septembre dernier à l'Espace Cardin, Agnès Bricard a salué les efforts des grands groupes français dans le processus de renforcement de la mixité dans leur Conseil d'administration à travers notamment la présence remarquable de femmes titulaires d'un doctorat, de femmes scientifiques, de femmes ingénieurs...

Comparativement à la plupart des nombreux États européens qui imposent un quota de féminisation des Conseils d'administration, la France avec la loi Copé-Zimmermann de 2011 est un des meilleurs élèves puisqu'elle arrive en 3^{ème} position selon l'étude publiée en septembre 2014 par Crédit Suisse avec près de 30 % de femmes dans les Conseils d'administration des plus grands groupes.

2014-549

Jean-René Tancrède



Agnès Bricard

D.R.